

Accords de partenariat économique, « Messieurs les présidents, ne signez pas ! »

L'Observateur Paalga (Ouagadougou)

19 Décembre 2006

Publié sur le web le 19 Décembre 2006

Cyr Payim Ouédraogo

Le Réseau des organisations paysannes et de producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) n'approuve pas les Accords de partenariat économique (APE), en leur forme actuelle, toujours en négociation entre l'Union européenne et les pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique).

Si ces accords avaient la bénédiction des chefs d'Etat lors du sommet de la CEDEAO le 22 décembre 2006, l'Afrique et sa souveraineté alimentaire seront en péril, ont dit les conférenciers hier matin au siège du ROPPA. Et d'appeler les chefs d'Etat à ne pas parapher lesdits accords.

En attendant la grande marche de protestation contre les APE prévue pour le 20 décembre 2006 à partir de 8 heures (elle ira du Stade du 4-Août à la Place de la Nation), les responsables du monde paysan ont voulu échanger avec les médias sur les risques qui planent sur leur métier mais également sur l'économie des différents pays pourtant basée sur l'agriculture.

A la table des conférenciers, la police des débats était assurée par le tout nouveau président de la CPF (Confédération paysanne du Faso), Bassiaka Dao (il a remplacé François Traoré) qui avait à ses côtés le président de la FNJPAF (Fédération des jeunes professionnels agricoles), Jean Marie Ouédraogo ; Seydou Ouédraogo de l'UNPCB (Union nationale des producteurs de coton du Burkina) ; Nebnoma Ouédraogo, président du BNCRA (Bureau national des chambres régionales d'agriculture) ; Boureima Diallo, président de la Fédération des éleveurs du Burkina et Cheick Mamadou Sissoko, président d'honneur du ROPPA.

Dans sa déclaration liminaire lue par le président de la CPF, le ROPPA a constaté, après trois ans de négociations sur les APE, un retard évident dans la conduite des négociations, imputable aux conditions difficiles imposées par l'UE ; une faible préparation et une absence des débats démocratiques dans les pays ; des divergences importantes entre l'institution européenne et l'Afrique de l'Ouest, notamment sur la façon de concevoir des APE axés sur le développement ; des interrogations des pays ACP sur la pertinence desdits accords avec une zone de libre échange entre les entités qui ont d'importants écarts de niveau de développement.

Les Européens forcent pour l'ouverture du marché ACP

Pour un des animateurs de la rencontre, il est difficile de demander à un joueur qui a un pied cassé d'affronter un adversaire qui est bien en forme. En clair, les Organisations paysannes et producteurs agricoles de notre sous-région estiment que leurs pays ne sont pas encore prêts pour se battre sur un marché avec des Européens qui bénéficient de subventions à la production, à l'exportation et de divers avantages.

« Chez nous, on paye l'engrais, les équipements très chers et le comble, c'est qu'on ne bénéficie d'aucun appui de nos Etats. Alors, ce n'est pas à ce rythme qu'on nous dira de croiser le fer avec des produits qui n'ont pas en plus une valeur ajoutée », martèlera Cheick

Mamadou Sissoko. Et d'ajouter « Si nos chefs d'Etat aiment leurs peuples et leurs pays, ils ne doivent pas signer à Ouagadougou les APE. S'ils le font, ce serait aller contre l'intérêt de 80% des forces actives, car avant tout un président n'a pas un champ mais plutôt un bureau ».

Les OPPA, qui ont tenu un forum sur la souveraineté alimentaire au Niger, du 7 au 9 novembre dernier, ont prévu donc lire la déclaration de Niamey lors de la rencontre des chefs d'Etat à Ouagadougou. Les participants de ce forum se sont engagés, en effet, à oeuvrer pour la poursuite du processus du dialogue multi-acteur amorcé à Niamey autour de la souveraineté alimentaire et du développement agricole en Afrique de l'Ouest ; l'élaboration et la mise en oeuvre participatives d'une charte sous-régionale de souveraineté alimentaire ;

l'adaptation et l'application effective des principes de la souveraineté alimentaire et de la charte dans les politiques agricoles et commerciales ainsi que des mesures de protection ; le respect des engagements librement consentis par les chefs d'Etats africains à Maputo d'allouer, au moins, 10% du budget national au financement de l'agriculture (y compris l'élevage, la pêche et la foresterie), etc.

Face à l'UE qui demande que les pays ACP ouvrent leur marché en 2008, le ROPPA a, lui, demandé un report jusqu'en 2010, afin que les pays de la sous-région puissent combler une bonne partie de leur retard.